

Brochure n° 3244

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 1505. – COMMERCE DE DÉTAIL DES FRUITS**  
**ET LÉGUMES, ÉPICERIE ET PRODUITS LAITIERS**

AVENANT N° 98 DU 1<sup>ER</sup> FÉVRIER 2012  
RELATIF AUX SALAIRES AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2012

NOR : ASET1250388M  
IDCC : 1505

**PRÉAMBULE**

Au 1<sup>er</sup> janvier 2012, le Smic horaire est passé à 9,22 € bruts.

Les signataires de la convention collective nationale du commerce de détail des fruits et légumes, épicerie et produits laitiers se sont réunis pour établir une nouvelle grille de salaires.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Grille de salaires*

*(En euros.)*

NIVEAU	TAUX HORAIRE
N 1A	9,36
N 1B	9,52
N 2	9,63
N 3A	9,78
N 3B	9,93
N 4A	10,09
N 4B	10,35
N 5	12,79
N 6	13,33
N 7	16,03
N 8	18,21

L'application de cet accord de salaires doit, dans une même entreprise, donner lieu au respect du principe « à travail égal, salaire égal ».

Conformément à ce principe et aux dispositions du code du travail et de la convention collective, les entreprises veilleront au respect de :

- l'égalité de rémunération entre hommes et femmes. Les femmes, sans que les absences pour maternité y fassent obstacle, se voient attribuer, dans les mêmes conditions que les hommes, le

- niveau de classification et le salaire prévus par la présente convention collective et bénéficient des mêmes conditions de promotion et/ou d'évolution, notamment salariale ;
- l'égalité de traitement entre les salariés quels que soient notamment leur origine, âge, apparence physique, patronyme, situation de famille, activités syndicales ou convictions religieuses.

## **Article 2**

### *Clause de revoyure*

En raison des incertitudes des prévisions économiques, les partenaires sociaux s'engagent à se réunir à nouveau sur le même thème si l'inflation atteint 2 % en moyenne sur les 6 premiers mois de l'année 2012.

## **Article 3**

### *Effet*

Le présent avenant remplace et annule dans toutes ses dispositions l'avenant n° 93 du 27 janvier 2011 portant sur l'évolution de la grille des salaires.

Il est applicable à compter du premier mois suivant la publication au *Journal officiel* de son arrêté d'extension.

## **Article 4**

### *Formalités administratives*

Le présent avenant sera déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et au greffe du conseil de prud'hommes.

Les parties signataires ont convenu de demander, sans délai, son extension.

L'union nationale des syndicats de détaillants en fruits, légumes et primeurs (UNFD) est chargée des formalités nécessaires.

Fait à Paris, le 1<sup>er</sup> février 2012.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

### **Organisations patronales :**

FNDPL ;  
FNDE ;  
UNFD.

### **Syndicats de salariés :**

FGTA FO ;  
FNAA CFE-CGC.